

# L'enjeu de l'indépendance du Kosovo

Dans les prochaines semaines se jouera une partie dont l'importance capitale pour l'avenir de l'Europe doit être bien comprise. Le lundi 26 mars, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a transmis, avec un avis favorable au Conseil de sécurité, le plan du Finlandais Martti Ahtisaari pour l'« indépendance initialement supervisée » du Kosovo. Trois jours plus tôt, la présidence allemande de l'Union européenne s'était engagée en ce sens. Selon le plan, la province serbe, peuplée à 90 % d'Albanais, deviendrait un Etat sous tutelle onusienne et en pratique européenne. Les Kosovars attendent fébrilement l'indépendance depuis l'intervention de l'OTAN contre la Serbie, il y a huit ans, d'autant plus que les Américains ne leur ont pas ménagé les promesses. Dans l'hypothèse où les choses traîneraient encore, bien des observateurs redoutent de graves incidents.

Cependant, les Serbes continuent de regarder le Kosovo comme une partie inaliénable de leur territoire, occupant 15 % de celui-ci. La nouvelle Constitution adoptée en novembre 2006 le stipule explicitement. Les élections du 21 janvier ont été marquées par la consolidation des « radicaux » – on dirait en France l'extrême droite –, dont le chef, Vojislav Seselj, est en prison à La Haye, et le nouveau gouvernement n'est toujours pas formé à Belgrade. Le premier ministre sortant, Vojislav Kostunica, quoique ayant perdu ces élections, espère se maintenir au pouvoir en jouant la carte nationaliste. Aucun leader serbe, pas même le modéré Boris Tadic – président de la République – et ses amis du Parti démocrate, ne peut actuellement se permettre d'envisager la séparation formelle de la provin-

ce albanaise sans ruiner sa carrière. En privé, certains hommes politiques se résignent à l'idée d'une partition, mais ce mot-là est banni au Kosovo et a été exclu d'emblée de la mission Ahtisaari.

Or, le Kremlin estime que la « communauté internationale » ne saurait imposer une solution au problème kosovar sans un accord entre les deux principales parties concernées. Il accuse l'ancien président finlandais d'avoir failli à sa mission de

## Analyse

### Thierry de Montbrial pour « Le Monde »

médiateur. Dans l'hypothèse d'une indépendance forcée, disent les Russes, les Serbes du nord du Kosovo demanderaient leur rattachement à la Serbie, et ceux des autres enclaves se trouveraient condamnés à moyen terme.

Le conflit bosniaque risquerait également de se rouvrir, la Republica srpska (les Serbes de Bosnie) demandant elle aussi de se réunir avec la mère patrie. Bref, une réaction en chaîne, incontrôlable, serait vraisemblable, s'étendant au monde albanaise, notamment en Macédoine et au Monténégro. Tout indique que les Russes ne vireront pas facilement de bord même s'ils pourraient trouver des avantages à l'indépendance du Kosovo, en s'appuyant sur ce précédent pour avancer leurs pions dans les conflits gelés en Moldavie (Transnistrie) ou en Géorgie (Abkhazie, Ossétie du Sud).

La position de Moscou n'est pas uniquement dictée par les Balkans. S'il est vrai, par exemple, que la

situation tchéchène semble actuellement plus calme, les connaisseurs de l'histoire du Caucase savent qu'à tout moment le volcan peut se réveiller. Les Russes ne veulent pas d'une solution pour le Kosovo qui réactiverait l'indépendantisme tchéchène. Ils ne sont pas les seuls à raisonner de cette façon. Même au sein de l'Europe des Vingt-Sept, le plan Ahtisaari suscite des réserves. Les Slovaques se préoccupent de leurs minorités hongroises. Les Espagnols s'inquiètent des Basques. Les Grecs voient se profiler la revendication à l'indépendance des Chypriotes turcs. Les diplomates onusiens et M. Ahtisaari lui-même objectent que le cas du Kosovo est unique. Il n'est pas sûr qu'ils seront universellement entendus.

Javier Solana est conscient de toutes ces difficultés. Il sait qu'il ne faut pas laisser la Serbie devenir une sorte de trou noir de l'Europe. Pour la convaincre, il juge nécessaire d'« être généreux » avec elle et de reprendre les négociations en vue d'une association malgré son insuffisante coopération avec le Tribunal pénal international (TPI), au grand dam de sa présidente, Carla Del Ponte, et de ceux qui ne transigent pas avec les principes.

Si l'Union européenne se montrait capable d'amener Belgrade à accepter le plan Ahtisaari, le problème serait résolu, puisque la Russie a maintes fois affirmé ne pas prétendre être « plus serbe que les Serbes ». Reste à voir si une telle issue est réaliste. Et si pour parvenir à un accord on devait modifier le plan Ahtisaari lui-même, il faudrait en convaincre les Américains et les Kosovars, ce qui ne serait pas une mince affaire.

### Partition de fait

Dans ces conditions, l'approbation rapide par le Conseil de sécurité d'une résolution trop explicite est peu probable. Un texte plus ambigu pourrait peut-être échapper au veto de la Russie. On pourrait concevoir que Pristina procède alors à une déclaration unilatérale d'indépendance suivie de la reconnaissance par les Etats-Unis et la majorité des pays de l'Union européenne. Il faudrait alors déployer beaucoup d'efforts pour que la nouvelle situation ne provoque pas de réaction en chaîne selon les processus précédemment esquissés. En tout état de cause, on n'imagine pas actuellement que les enclaves serbes du Kosovo acceptent de se reconnaître comme une partie d'un Etat ayant Pristina pour capitale. A moyen ou à long terme, une partition de fait pourrait être entérinée par le droit.

Une chose est certaine : quelles que soient les hypothèses, l'Union européenne a vocation à assumer le rôle d'acteur principal dans cette affaire. Grâce à sa richesse, c'est déjà le cas sur le plan économique, mais manifestement pas encore sur le plan politique. En un temps où l'on se contente de débattre mollement de l'avenir des institutions, il conviendrait d'affronter énergiquement les réalités présentes et d'identifier les meilleures façons d'étendre le principe de réconciliation à tous les peuples des Balkans. Nous devons leur donner une véritable perspective européenne, en évitant soigneusement les ressentiments et les faux espoirs qu'engendrerait le fractionnement de notre continent en une poussière d'Etats nominalement indépendants et en réalité non viables.

Il est facile de dénigrer l'Europe, et les démagogues de tous acabits le font quotidiennement. L'élargissement de l'Union à marche forcée, consécutif à l'effondrement de l'URSS, a multiplié les problèmes et conduit au scepticisme qui prévaut aujourd'hui. Mais c'est cet élargissement qui nous a épargné une déflagration générale. Quoiqu'il en coûte, l'intégration des Balkans est la seule voie, à la fois généreuse et réaliste, pour achever cette phase de la reconstruction de l'Europe. ■

## Carte de cantine par Pessin

